

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 18 décembre 2023

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#) et son [compte Twitter](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

Veillez noter que le Service économique régional d'Abuja et le Service économique d'Accra ne publieront pas de brèves au cours de la dernière semaine de 2023 et la première de 2024. Nous souhaitons à tous nos lecteurs de joyeuses fêtes de fin d'année, vous lecteurs en France et au Nigéria bien sûr, mais aussi aux Emirats arabes unis, en Australie, en Equateur, au Liban, à Singapour, en Inde, aux Etats-Unis...

LE CHIFFRE A RETENIR

20,5 Md USD

C'est le montant des transferts de la diaspora reçus par le Nigéria en 2023, d'après la Banque mondiale. Le Ghana se situe en deuxième position en Afrique sub-saharienne, avec 4,9 Md USD reçus en 2023.

Nigéria :

La NNPC et TotalEnergies signent un protocole d'accord sur le déploiement d'une technologie de détection du méthane ; Une délégation nigériane explore les opportunités de coopération agricole en France ; La Banque mondiale débloque 750 M USD pour des projets d'énergie renouvelable au Nigeria.

Ghana :

La baisse significative de l'inflation à 26,4 % en novembre (en g.a.) fait réagir le marché financier ; Le

MoTAC signe un accord d'investissement de 50 M EUR avec le groupe GUMA pour construire et réaménager certaines emprises touristiques.

Nigeria

La NNPC et TotalEnergies signent un protocole d'accord sur le déploiement d'une technologie de détection du méthane

[La Compagnie pétrolière nationale nigériane \(NNPC\) a annoncé hier la signature d'un protocole d'accord avec TotalEnergies pour l'adoption et le déploiement d'une technologie de détection du méthane, le spectromètre ultraléger aéroporté pour application environnementale \(AUSEA\), dans toutes ses opérations en amont.](#)

Cette technologie devrait permettre de déterminer le niveau des émissions de méthane provenant des opérations pétrolières, en vue d'élaborer des **mesures de réduction des émissions de ces gaz à effet de serre**. Le protocole d'accord a été signé par le vice-président exécutif de la NNPC, Oritsemeyiwa Eyesan, et le président-directeur général de TotalEnergies EP Nigeria, Matthieu Bouyer, au nom de leurs sociétés respectives, en la présence du CEO de la NNPC, Mele Kyari, et du président-directeur général de TotalEnergies, Patrick Pouyanné.

Lors de la signature, Mele Kyari a décrit TotalEnergies comme un partenaire important et fiable au fil des ans, avec lequel la NNPC « se réjouit d'explorer de nouvelles opportunités dans le secteur énergétique au Nigeria ». Pour sa part, Patrick Pouyanné a déclaré que son entreprise proposait la technologie AUSEA à la NNPC conformément à son engagement de **promouvoir une production moins polluante d'hydrocarbures**.

Plus tôt, Patrick Pouyanné avait par ailleurs annoncé, lors d'une rencontre avec le Président Tinubu, **près de 6 Md USD d'investissements au Nigeria dans les prochaines années**. Sur la dernière décennie, TotalEnergies a été le principal investisseur privé du pays dans le secteur énergétique, ayant mené à bien le développement de plusieurs projets d'envergure comme Egina, Ofon phase 2, OML 58 Upgrade, et plus récemment Ikike, démarré en 2022.

Il y a une dizaine de jours, la présidence nigériane a annoncé **des engagements similaires de la part du géant britannique des hydrocarbures Shell, à hauteur de 6 Md USD**, notamment dans la production et la liquéfaction de gaz naturel. Depuis son investiture fin mai, Bola Tinubu a pris une série de mesures économiques visant à **attirer davantage d'investissements étrangers**. Une loi, le Petroleum Industry Bill, adoptée en 2021 après des années de débats et de retards, visait déjà à attirer davantage d'investissements

étrangers dans le secteur pétrolier grâce à des modifications des réglementations, des redevances et des taxes.

Si le poids réel du secteur pétrolier dans l'économie nigériane dépasse largement celui de sa contribution au PIB somme toute modeste (5,7 %), le Nigéria dépend du pétrole avant tout pour ses recettes budgétaires (26,1 % des recettes de l'Etat fédéral) et ses ressources en devises (78,7 % des exportations totales du Nigéria). Après trois années de hausse continue de la production de 2016 à 2019, celle-ci a de nouveau chuté pour atteindre en 2022 son plus bas niveau de production, en moyenne annuelle, depuis plus de trente ans : 1,4 mbpj. Les raisons de cette chute sont principalement d'ordre structurel : un niveau d'insécurité élevé et un sous-investissement chronique.

Une délégation nigériane explore les opportunités de coopération agricole en France

Une délégation de haut niveau composée de directeurs d'établissements d'enseignement technique agricole du Nigeria était en mission en France du 10 au 17 décembre. [La délégation a pu y découvrir les opportunités de coopération bilatérale dans l'enseignement agricole.](#) Cette mission s'inscrit dans le cadre du projet « Les femmes dans l'enseignement technique agricole et l'apprentissage au Nigeria » (WATEA), financé par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, et mis en œuvre en coordination avec l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) situé à Ibadan, capitale de l'Etat d'Oyo. Ce projet représente une avancée significative dans la coopération bilatérale entre le Nigeria et la France en matière agricole.

Les délégués ont eu l'occasion de participer à des discussions de haut niveau et à des ateliers avec leurs homologues du ministère français de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, ainsi qu'avec des établissements d'enseignement technique agricole. La mission a renforcé les liens entre les instituts techniques nigériens et les institutions locales françaises, les professionnels, ainsi que la communauté agricole au sens large, déclenchant d'autres collaborations fructueuses, notamment portant sur l'intégration des instituts techniques agricoles nigériens dans leurs territoires, renforçant les liens avec les agriculteurs, les PME et les entreprises agroalimentaires locales.

Les délégués se sont en outre rendus dans la région de Saintes et de Vals de Saintonge, une opportunité d'échange interculturel et de partage des connaissances entre agents publics, enseignants, agriculteurs et étudiants. L'engagement des délégués nigériens à encourager l'innovation et l'excellence dans l'enseignement agricole correspond aux aspirations des jeunes Nigériens.

La Banque mondiale débloque 750 M USD pour des projets d'énergie renouvelable au Nigeria

Le Gouvernement nigérian avait lancé en 2018 le Projet d'électrification du Nigeria (NEP), un programme de 550 M USD, financé à hauteur de 350 M USD sous forme de crédit par la Banque mondiale. Le programme, qui visait à fournir un accès à l'électricité hors réseau à travers le Nigeria, a permis de fournir une électricité renouvelable et fiable à plus de 5 millions de personnes et de créer plus de 5 000 emplois.

L'accès à l'électricité est en effet un défi de taille au Nigeria. Plus de 85 millions de personnes en sont privées. La population a augmenté plus rapidement que les efforts d'électrification, ce qui a eu un impact sur les ménages, les entreprises et les services publics essentiels tels que la santé et l'éducation. **Même les Nigériens qui ont accès à l'électricité subissent souvent des coupures de courant et dépendent de groupes électrogènes.**

Bien que des progrès aient été réalisés, le Nigeria est encore loin d'atteindre ses objectifs d'électrification universelle. Pour y parvenir, la Banque mondiale recommande d'investir davantage dans les énergies renouvelables. [Le Gouvernement tente de relever ce défi avec un nouveau programme intitulé « Accès distribué par le biais de l'extension des énergies renouvelables » \(DARES\), qui vise à étendre les succès obtenus dans le cadre du NEP.](#) Le programme DARES devrait permettre à plus de 17 millions de Nigériens de bénéficier d'un accès nouveau ou amélioré à l'électricité grâce au déploiement de mini-grid solaires. Plus de 280 000 groupes électrogènes à essence et diesel, polluants et coûteux, devrait ainsi être remplacés par de l'électricité propre et fiable. Le programme DARES devrait également fournir de l'électricité à 237 000 de micro, petites et moyennes entreprises, ce qui leur permettra de d'accroître leur chiffre d'affaires et de créer des emplois locaux.

Le gouvernement s'appuiera sur la plateforme DARES pour attirer tous les contributeurs, en commençant par un financement de 750 M USD de la Banque mondiale, avec des contributions de 200 M USD de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et de 100 M USD de la Société financière internationale (IFC), entre autres, permettant d'attirer en principe plus d'1 Md USD d'investissements privés supplémentaires.

Ghana

La baisse significative de l'inflation à 26,4 % en novembre (en g.a.) fait réagir le marché financier

[La récente et forte baisse de l'inflation à la consommation a déclenché un changement notable sur le marché des bons du Trésor, influençant considérablement les taux et refaçonnant la perception des investisseurs.](#) La chute inattendue de l'inflation, passée de 35,2 % en octobre (en g.a.) à 26,4 % en novembre 2023 (en g.a.), a en effet fortement influencé les marchés, affectant particulièrement les rendements des bons du Trésor, ceux à 91 jours et 182 jours reculant respectivement de 53 points de base et 83 points de base,

s'établissant à 29,05 % et 31,14 %. Le rendement à 364 jours a également connu une baisse considérable, s'établissant à 32,49 % (-97 points de base). Les économistes et les analystes s'attendent désormais à ce qu'une désinflation soutenue et continue accentue la pression à la baisse sur les rendements des bons du Trésor en 2024.

Cette baisse de l'inflation à la consommation pourrait ouvrir la voie à des conditions de marché plus stables et plus favorables dans un avenir proche, via une baisse du taux d'intérêt directeur de la banque centrale, toujours à 30 %.

Le MoTAC signe un accord d'investissement de 50 M EUR avec le groupe GUMA pour construire et réaménager certaines emprises touristiques

[A l'occasion du Sommet sur les investissements touristiques du Ghana 2023, le ministère du Tourisme, des Arts et de la Culture \(MoTAC\) a signé un protocole d'accord avec le groupe sud-africain GUMA sur un programme d'investissement de 50 M USD pour construire et réaménager 29 sites touristiques identifiés.](#) Selon le Ministre Dr. Ibrahim Mohammed Awal, le projet participe aux efforts du pays visant à atteindre 2 millions de touristes au Ghana d'ici 2026.

Le protocole d'accord élabore une feuille de route pour le partenariat, qui comprend la conception, le lancement, la construction et la réhabilitation de 29 sites identifiés sous l'égide de la Société de développement du tourisme du Ghana (GTDC), afin d'assurer le développement efficace et efficient du secteur du tourisme dans un délai de 2 à 5 ans. L'investissement comprend notamment la mise à niveau de la réserve de ressources de Shai Hills, le développement du parc national de Kakum ou encore des nouveaux emplacements pour le parc national de Mole. Ces investissements s'inscrivent plus largement dans un vaste programme lancé par le président du Ghana, baptisé « Destination Ghana » et visant à faire du Ghana une des premières destinations touristiques en Afrique de l'Ouest.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : martin.folliasson@dgtresor.gouv.fr